



Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission relative au Programme Annuel d'Action 2015 en faveur de la Côte d'Ivoire

Document relatif à l'action "Programme d'Appui au Foncier Rural- Côte d'Ivoire (Contrat de Réforme Sectorielle - CRS)"

INFORMATIONS A L'INTENTION DES DEMANDEURS DE SUBVENTION POTENTIELS

PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX SUBVENTIONS

Le présent document constitue le programme de travail relatif aux subventions au sens de l'article 128, paragraphe 1, du règlement financier (règlement (UE, Euratom) n° 966/2012), applicable au FED en vertu de l'article 37 du règlement (UE) 2015/323, à la section suivante en ce qui concerne les appels à propositions: section 5.4.1 Subventions – appel à propositions "Amélioration de la gouvernance foncière : renforcement du rôle de la société civile en vue d'une implication renforcée aux débats, réflexions sur la sécurisation des droits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire" (gestion directe).

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Programme d'Appui au Foncier Rural- Côte d'Ivoire (Contrat de Réforme Sectorielle - CRS) Numéro CRIS: 037-946 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement
2. Zone bénéficiaire de l'action	République de Côte d'Ivoire
3. Document de programmation	PIN 11 ^e FED-2014-2020
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Secteur 2, Agriculture et Sécurité Alimentaire
5. Montants concernés	Coût total estimé: 41 052 631 EUR Montant total de la contribution du FED: <ul style="list-style-type: none"> • 36 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire (CRS); • 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire. La présente action est cofinancée par des bénéficiaires potentiels de subvention pour un montant indicatif de 52 631 EUR.
6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en	Appui budgétaire Gestion directe – appui budgétaire : contrat de réforme

œuvre	sectorielle Modalité projet Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire - marchés de services Gestion directe - subventions - appels à propositions			
7. Code(s) CAD	31164 Réformes Agraires /43040 Développement Rural			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la participation/bonne gouvernance			X
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	NA			

RESUME

La Côte d'Ivoire sort progressivement d'une grave crise politique débutée en 1999 et dont la crise post-électorale de 2011-2012 a marqué la fin. Cette crise, et les années de tension qui l'ont précédée, trouvent leurs racines dans la double problématique de la citoyenneté et de la propriété foncière, notamment dans le domaine rural. L'insécurité juridique et le flou existant dans le domaine du foncier sont un obstacle à l'investissement, à la modernisation de l'agriculture, à la cohésion sociale et au final, à la stabilisation du pays. A l'heure où la Côte d'Ivoire entend renouer avec la croissance économique d'avant les années 2000, alors que le pays affirme vouloir s'engager sur la voie de l'émergence, l'insécurité foncière rurale et son potentiel déstabilisateur représentent des difficultés auxquelles il devient impératif de s'attaquer.

Conscient des conflits répétés autour de la question foncière, l'Etat a adopté la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural. Cette dynamique de stabilisation et de modernisation n'a cependant pas encore donné les résultats escomptés. Bien que le Gouvernement manifeste en effet une réelle volonté politique en faveur de l'amélioration de la gouvernance dans ce domaine, les problèmes de la sécurisation des terres persistent et créent de fortes tensions interethniques, en particulier dans l'ouest du pays.

Ce programme de Contrat de réforme sectorielle (CRS), dénommé Programme d'Appui au Foncier Rural (PAFR), d'un montant de 41 000 000 EUR, est destiné à appuyer les autorités ivoiriennes pour:

(i) La délimitation des territoires villageois: préalable à la sécurisation foncière notamment en vue de la délimitation des espaces de compétences au niveau local; (ii) Le renforcement des moyens et des capacités des acteurs institutionnels ayant la mission, tant au niveau central que déconcentré, de la délimitation des territoires villageois et de la sécurisation foncière rurale ; et (iii) Un dialogue soutenu et régulier viendra appuyer les réformes institutionnelles, les nouvelles orientations stratégiques, méthodologiques et techniques indispensables à la sécurisation foncière massive des populations rurales en Côte d'Ivoire.

L'agriculture constitue le deuxième secteur de concentration du Programme indicatif national sous le 11^e FED, de la République de Côte d'Ivoire pour la période 2014-2020. L'un des deux objectifs de ce deuxième secteur en est la sécurisation du foncier rural.

L'Union européenne (UE) a entamé le dialogue avec le Gouvernement sur la politique foncière il y a maintenant plus de 10 ans: il s'agit là d'un sujet complexe, sensible, qui nécessitera l'attention du Gouvernement et des bailleurs de fonds, au premier rang desquels l'UE, pour les prochaines 15 à 20 prochaines années. Dans ce cadre, le PAFR permet d'appuyer la Côte d'Ivoire à un moment crucial de son histoire. Il constituera la première étape d'un chantier de réforme plus large, devant aboutir en fin de compte à l'accessibilité et à l'émission de certificats fonciers.

Cet objectif sera pris en compte par l'introduction d'une tranche variable dont l'indicateur de 6 000 000 EUR sera défini en 2017 pour faire de la délimitation des parcelles un résultat additionnel de l'appui à la politique foncière.

1 Contexte

1.1 Contexte national

L'agriculture demeure la base de l'économie nationale, elle contribue à hauteur de 22% à la formation du produit intérieur brut, procure environ 75% des recettes d'exportation non-pétrolières et constitue la source de revenus de 2/3 des ménages ivoiriens. L'agriculture occupe 46% de la population active (emploi direct) et représente ainsi un outil essentiel du

développement économique. Ce potentiel est toutefois mis en cause en raison de conflits récurrents dans le milieu rural, fortement marqué par d'anciennes et intenses migrations agraires. Ces migrations agraires ont provoqué des tensions qui se sont manifesté aussi bien sur les droits fonciers que sur le mode de cohabitation entre les communautés.

Consciente des enjeux de la sécurisation foncière pour le développement et la stabilisation à long terme de la Côte d'Ivoire, la Délégation de l'UE à Abidjan travaille depuis lors sur cette problématique. Le présent Document d'action est le fruit d'un dialogue intense et construit avec les différents Gouvernements qui se sont succédé depuis, qui tente, au départ dans une approche ambitieuse, d'accompagner le Gouvernement dans la mise en œuvre d'une réforme qui devrait couvrir au moins les 15 prochaines années.

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Evaluation de la politique publique

Les enjeux

La crise ivoirienne trouve ses racines dans la double problématique de la citoyenneté et de la propriété foncière. Au cours des dernières années, les tensions sur la terre ne se sont pas relâchées et s'intensifient. Cela s'explique tout d'abord par la pression démographique sur les ressources en terre, due au croît naturel de la population combiné au flux migratoire et au retour dans les villages des jeunes partis tenter leur chance en ville. Cela s'explique encore en raison d'un regain d'intérêt pour la terre rurale, et du phénomène de recherche permanente d'acquisitions de terres pour l'agro-industrie. Il reste aussi la question des droits des non-ivoiriens auxquels sont reconnus des droits de propriété préexistant à l'approbation de la loi foncière. Ont-ils droit à un certificat foncier et comment celui-ci se transforme en bail emphytéotique? Il est important, pour éviter les conflits, que l'interprétation de la loi soit clarifiée de façon uniforme dans le pays. Par ailleurs, un grand nombre de personnes déplacées sont rentrées chez elles pour trouver leurs terres occupées ou vendues illégalement, violant leurs droits de propriété, ainsi que leurs droits en tant que réfugiés de retour au pays. À la mi-2014, plus de la moitié des réfugiés rapatriés étaient sans abri, selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Enfin, il ne faut pas oublier le sentiment d'une dépossession foncière qui continue à nourrir la crise identitaire des populations autochtones qui se sentent menacées par le flux de migrants.

Dans ces conditions, la régulation foncière établie sur la base d'accords oraux a montré ses limites. Il est nécessaire aujourd'hui de clarifier les droits de chacun en vue d'une part de prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale dans le pays, et d'autre part de moderniser l'agriculture en levant les contraintes aux initiatives de développement et aux investissements liées à l'insécurité foncière. La dimension économique n'est pas en reste et il est clairement attendu comme effet à moyen terme, un développement de la production agricole.

Ce projet contribuera par ailleurs à la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) et fait partie de l'appui de l'UE au Programme APE pour le Développement (PAPED) de l'Afrique de l'Ouest.

La Politique Sectorielle

Le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2011-2015) est le pilier de la stratégie de développement du secteur agricole dans son ensemble. Il est conçu pour s'aligner parfaitement avec les grandes priorités nationales de développement et de réduction de la pauvreté qui ont été définies dans le Plan National de Développement (PND 2012-2015), cadre de référence plus large des interventions publiques.

Actuellement, la Politique foncière telle qu'elle apparaît dans le PNIA est mise en œuvre via le Programme National de Sécurisation du Foncier Rural (PNSFR) et son application est régie par la loi 98-750 du 23 décembre 1998. Cette loi fut adoptée à l'unanimité et n'a fait l'objet

d'aucune remise en cause ultérieure et ce malgré les crises socio-politiques successives qu'a connu le pays. La loi instaure une procédure formelle permettant la formalisation des droits fonciers coutumiers et leur transformation en droits de propriété dans l'ensemble du pays. Cette reconnaissance des droits aboutit d'abord à un certificat foncier, qui doit être ensuite converti en titre foncier dans un délai de trois ans pour les Ivoiriens où en bail emphytéotique avec l'Etat pour ceux qui n'ont pas la nationalité ivoirienne.

Les capacités institutionnelles

Le dispositif institutionnel existant est largement sous-dimensionné pour une sécurisation foncière massive. Les 28 agents fonctionnaires affectés à la Direction du Foncier Rural (DFR) qui est responsable de toutes les activités de pilotage de la sécurisation foncière rurale y compris le SIF (Système d'Information Foncière) sont insuffisants pour mener à bien leurs tâches. Pareillement, les Directions Régionales de l'Agriculture (DRA)/ Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) ainsi que les préfectures et sous-préfectures qui ont un rôle crucial dans le déroulement des opérations de sécurisation foncière sur le terrain, manquent des moyens financiers et techniques et de ressources humaines appropriés.

Le Budget sectoriel

Le Budget sous-sectoriel du PNIA consacré spécifiquement au foncier rural en 2015 s'élève à 5,7 milliards de FCFA. L'intervention des bailleurs de fonds est égale à 4,2 milliards de FCFA, en complément d'1,1 milliard de dépenses provenant du Trésor. Il convient de noter une augmentation significative en comparaison avec le budget d'investissement de 2014 qui était de 137 millions de FCFA. Le budget de fonctionnement en 2015 est de 33,5 millions de FCFA pour la DFR au niveau central. Les perspectives du cadre de dépenses 2015-2017 affichent un montant de 17,4 milliards de FCFA. Pour information, le budget du PNIA est de l'ordre de 2 000 milliards de FCFA.

Bilan de mise en œuvre

La mise en œuvre du PNSFR et les moyens mis en place n'ont pas donné les résultats escomptés. Les opérations de délimitation de villages ont permis la délimitation de seulement 109 villages sur 8571, les opérations de sécurisation foncière ont permis de délivrer uniquement 969 certificats fonciers. Le Ministère de l'Agriculture montre aujourd'hui un regard sans complaisance sur les difficultés de la mise en œuvre de la loi de 1998 et il a créé fin 2014 un comité de relecture des textes qui vient de présenter une série de mesures de simplification des procédures. Le Ministre de l'Agriculture a également annoncé la préparation d'une Lettre de Politique Foncière, en vue de clarifier des points clés de politique foncière. De toute évidence, pour une mise en œuvre massive, généralisée, rapide et cohérente de la loi relative au domaine foncier rural les réorientations suivantes sont nécessaires:

- (i) Clarification des ambiguïtés juridiques qui existent dans les textes de la loi de 1998, ainsi que dans le code foncier rural
- (ii) Elaboration d'un PNSFR;
- (iii) Simplification des procédures et la réduction des coûts;
- (iv) Renforcement considérable en termes de moyens et d'effectifs du Ministère de l'Agriculture au niveau central et déconcentré afin de disposer des capacités nécessaires pour gérer une montée en charge de la sécurisation foncière rurale;
- (v) Renforcement considérable des acteurs locaux (Comités Villageois de Gestion Foncière Rurale - CVGFR);
- (vi) Disponibilité de la cartographie des différents domaines fonciers ;
- (vii) Prise des mesures tendant à fixer le barème officiel d'établissement des certificats et titres de propriété ;

- (viii) Amélioration de la stratégie de communication par l'intensification de la sensibilisation de proximité.

Le PNIA et la loi de 1998 notamment constituent le cadre de référence des interventions dans le domaine de la sécurisation foncière rurale. La Politique foncière intègre les objectifs des Directives Volontaires pour la Gouvernance Foncière promues par la FAO, à savoir la mise en œuvre d'une gouvernance responsable des régimes fonciers permettant aux populations de disposer de moyens de subsistances durables et d'assurer une stabilité sociale. Ce cadre est jugé globalement pertinent et crédible, au regard de la lutte contre la pauvreté et la sécurisation des petits producteurs, même si un facteur de risque réside dans la capacité du Gouvernement à assurer un meilleur financement et à adresser les contraintes liées aux faibles capacités institutionnelles. Il semble bénéficier d'un niveau élevé d'appropriation par l'administration qui considère que ce document est le point de référence pour la relance, la réconciliation et la mobilisation de ressources appropriées pour le développement national.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du présent programme sont :

- (i) Les autorités de l'Etat, centrales et locales: la Cellule de l'Ordonnateur national; le Ministère de l'Economie et des Finances, et en particulier, le cabinet et la cellule en charge du suivi du Programme Economique et Financier et des appuis budgétaires; la Direction Générale du Budget et des Finances et la Direction du Cadastre; le Ministère de l'Agriculture, notamment son administration centrale et ses services déconcentrés et en particulier la DFR et les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture (MINAGRI), le Ministère de l'Intérieur et le Ministère des Eaux et Forêt. Les organes locaux de gestion tels que les Comités de Gestion Foncière Rurale (CGFR) au niveau des sous/préfectures et les Comités Villageois de Gestion Foncière Rurale (CVGFR) au niveau de chaque village;
- (ii) Les opérateurs techniques agréés qui sont en charge des opérations de délimitation des territoires et parcelles. Ces opérateurs sont les géomètres-experts inscrits au Tableau de l'ordre des géomètres-experts de Côte d'Ivoire;
- (iii) Le Centre de Cartographie et de Télédétection du Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement qui est chargé de la gestion du réseau géodésique de Côte d'Ivoire et de la cartographie administrative.

Le bénéficiaire final du programme de sécurisation foncière rurale est la population rurale ivoirienne dans son ensemble.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

Analyse des problèmes

La politique foncière souffre de retards dans sa mise en œuvre dont les principales causes sont:

- (i) L'insuffisance des moyens mis à la disposition de la mise en œuvre de la loi;
- (ii) L'inadaptation du cadre institutionnel aux enjeux du foncier;
- (iii) La concurrence économique entre filières, qui a pour effet de développer des pratiques de mauvaise gouvernance;
- (iv) La complexité de la procédure de passage du régime coutumier au régime de droit civil de la propriété d'une terre, telle que prévue par le texte de loi, ses décrets et arrêtés d'application. La durée, le coût et la complexité du processus/circuit administratif (6 mois minimum théorique) peuvent décourager les petits agriculteurs et tronquer leur perception de la loi;
- (v) La base volontaire des opérations de délimitation des parcelles et le fait qu'elles ne puissent être exécutées physiquement par les seuls 28 géomètres membres de l'Ordre des

géomètres experts de Côte d'Ivoire;

- (vi) L'absence des autorités de l'Etat dans certaines parties du territoire: il est dès lors illusoire de vouloir faire respecter les textes touchant à la gestion de l'espace en général (Foncier, Environnement, Forêts, parcours de transhumance, etc.).
- (vii) la méconnaissance de la législation de la part des populations.

Domaines d'appui

Sur la base de cette analyse, le contrat de réforme sectorielle PAFR, appuiera les efforts de l'Etat dans la mise en œuvre de sa stratégie foncière, et plus précisément, pour:

- La délimitation des territoires villageois, qui constitue un préalable à la sécurisation foncière notamment en vue de la délimitation des espaces de compétences au niveau local. La délimitation de ces territoires est également un outil de réduction de la conflictualité en milieu rural grâce à une clarification de la répartition géographique des pouvoirs locaux.
- Le renforcement des moyens et des capacités des acteurs institutionnels ayant la mission, tant au niveau central que déconcentré, de la délimitation des territoires villageois et de la sécurisation foncière rurale, notamment la DFR du Ministère de l'Agriculture, les Directions déconcentrées de l'Agriculture ainsi que les organes de gestion foncière (les Comités de Gestion Foncière Rurale et les CVGFR). Ces organes ont la mission d'appuyer et de valider les opérations de délimitation.
- La mise en place des réformes institutionnelles, des nouvelles orientations stratégiques, méthodologiques et techniques indispensables à la sécurisation foncière massive des populations rurales en Côte d'Ivoire.
- Le renforcement des moyens et des capacités d'autres acteurs institutionnels que sont les magistrats, les préfets, sous-préfets. Ces derniers interviennent en effet en début et fin de processus et ils sont un maillon indispensable dans la mobilisation des populations et la résolution des conflits.

Le PAFR permettra de poursuivre un dialogue approfondi et efficace sur la politique foncière à un moment où l'actualité récente témoigne d'une relance de ce secteur.

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Démocratie. La Côte d'Ivoire abrite un système de partis pluraliste dans lesquels les partis politiques peuvent agir librement. Si la coalition au pouvoir détient l'exécutif, le législatif et la plupart des mandats locaux, un dialogue politique entre le Gouvernement et l'opposition a été institué au lendemain de la crise post-électorale afin de discuter des sujets relatifs à la réconciliation et à la place de l'opposition politique. L'Assemblée nationale exerce ses principaux pouvoirs. La forte politisation et polarisation des médias, et dans une moindre mesure de la société civile, produit une "autolimitation" de leur rôle. Le processus électoral menant au scrutin présidentiel d'octobre 2015 est entamé, avec notamment la refonte complète de la Commission électorale indépendante et la révision en cours du fichier électoral.

État de droit. En 2014, la Côte d'Ivoire a gagné 4 places en un an sur l'index Ibrahim de la gouvernance africaine. Toutefois, son score de 44,3/100 est inférieur à la moyenne africaine et à la moyenne en Afrique de l'Ouest. Le fonctionnement des institutions judiciaires et pénitentiaires a été gravement et durablement affecté par la crise politique qui a touché le pays depuis 2002, la situation s'étant aggravée avec la crise post-électorale de 2010. Des efforts importants ont cependant été entrepris pour remettre en état de fonctionner le système judiciaire dont la performance, peut encore être substantiellement améliorée. L'accès à la justice demeure difficile pour la majorité des Ivoiriens. Plusieurs sources confirment par

ailleurs la difficulté du système judiciaire à mettre en œuvre les mécanismes de résolution de conflits fonciers prévus par la loi.

Les institutions de sécurité ont connu les mêmes difficultés au sortir des périodes de crise, et leur renforcement a été l'un des axes majeurs des autorités depuis 2011. De nombreuses initiatives ont été prises pour réhabiliter les forces de sécurité intérieure (police et gendarmerie) dans leurs missions.

Les progrès de la Côte d'Ivoire concernant les grands indicateurs en matière de gouvernance commencent à se faire sentir, mais, sur l'index de perception de la corruption de Transparency International, la Côte d'Ivoire obtient en 2014 un score de 32/100, en 115^{ème} position sur 175 pays.

Droits de l'Homme. Bien que perfectible, le cadre constitutionnel et juridique en Côte d'Ivoire est relativement respecté pour garantir la plupart des droits de l'homme et des libertés individuelles. Les autorités ivoiriennes ont entrepris une campagne de ratification des traités auxquels le pays n'était pas partie et ont entamé la transposition de dispositions en droit interne ivoirien. La Commission nationale des droits de l'Homme et le Médiateur de la République font partie de l'architecture nationale des droits de l'Homme. Quatre ans après la crise postélectorale de 2011, la Côte d'Ivoire est en progrès constant du point de vue des droits de l'Homme et des libertés publiques et de la quasi-totalité des recommandations de l'examen périodique universel ont été prises en compte. Le processus de réconciliation est largement entamé sur le plan politique, mais il mérite d'être consolidé.

La Côte d'Ivoire est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La loi foncière permet l'accès à la propriété privée sans distinction de genre et d'âge, toutefois les droits coutumiers qui sont à la base du système de sécurisation foncière ne reconnaissent pas toujours le droit à la terre des femmes. Il est important d'une part de mener une action d'information et de sensibilisation des organes de gestion foncière de base, et d'autre part de soutenir des organisations de promotion à un accès égalitaire au foncier rural qui mèneront des activités de recherche, de monitoring, de plaidoyer et/ ou conseil juridique.

1.2.2 Politique macroéconomique

La Côte d'Ivoire remplit le critère d'éligibilité relatif au cadre macroéconomique. En effet, le gouvernement poursuit, avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI), une politique macroéconomique orientée vers la stabilité, visant à réaliser une croissance élevée, à réduire la pauvreté et à rétablir une position budgétaire et extérieure viable. La Côte d'Ivoire a conclu un programme économique et financier appuyé par un accord au titre de la facilité élargie de crédit (2012-2015). Toutes les revues du programme ont été concluantes. Depuis 2012, le cadre macroéconomique a été assaini (croissance soutenue de plus de 8% sur la période 2012-2014, stabilité des prix, équilibre budgétaire et équilibre extérieur). En matière de recouvrement des recettes fiscales, des avancées ont été notées au terme du premier trimestre de 2015. Cependant, le taux de pression fiscale peine toujours à atteindre le plancher de 20% fixé au niveau de l'espace communautaire. Après l'émission d'un Eurobond de 750 millions d'USD en juillet 2014, les autorités ivoiriennes ont lancé avec un second emprunt obligataire sur le marché financier international pour un montant d'un milliard de USD. La Côte d'Ivoire doit poursuivre ses engagements en termes de réformes structurelles sur le climat des affaires, l'apurement du stock et la non-accumulation d'arriérés intérieurs, la réforme du secteur financier. En rapport avec la gestion de la dette, le gouvernement devra veiller à assurer une gestion prudente du niveau de la dette publique dans un contexte post-Pays Pauvre Très Endetté (PPTE). L'analyse de la viabilité de la dette classe le pays en risque modéré.

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

La Côte d'Ivoire remplit le critère d'éligibilité relatif à la gestion des finances publiques. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire a souhaité rassembler et mettre en cohérence tous les diagnostics et recommandations sous la forme d'un schéma directeur unique de réforme de la gestion des finances publiques assorti d'un plan d'actions triennal glissant. Ce document a fait l'objet d'une communication adoptée en Conseil des Ministres du 1^{er} octobre 2014.

Le schéma directeur répartit la réforme de la gestion des finances publiques en 7 axes stratégiques portant sur 1) la fiscalité et la gestion des ressources publiques, 2) la planification, la programmation, la budgétisation et le pilotage de l'exécution des dépenses publiques de l'Etat, 3) l'organisation et les systèmes d'information financière de la chaîne de la dépense, 4) le renforcement de la gestion des marchés publics, 5) la comptabilité publique et la gestion de la trésorerie de l'Etat, 6) les contrôles internes et externes et 7) la stratégie sur la décentralisation au plan financier. Le Schéma directeur est jugé pertinent et crédible.

En matière de renforcement de l'indépendance du système de contrôle externe, le projet de loi organique déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes a été inscrit au calendrier de la première session ordinaire de l'Assemblée nationale de 2015, ce qui permettrait la transformation de la Chambre en Cour des comptes.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

La Côte d'Ivoire remplit le critère d'éligibilité relatif à la transparence du budget. Le point d'entrée en matière d'information budgétaire est atteint : la loi de finances 2015 a été publiée sur le site du Ministère du Budget dès l'entame de l'année 2015 (après adoption en Conseil des Ministres en octobre 2014 du projet de budget et vote à l'Assemblée nationale en décembre 2014). Plus généralement, la Côte d'Ivoire a progressé dans la mise à disposition du public des informations budgétaires. Le pays est candidat à l'Open Gouvernance Partnership et cherche donc à publier et rendre accessibles au public les informations budgétaires. L'adoption d'une loi organique portant Code de Transparence dans la gestion des finances publiques est effective depuis juillet 2014. La Côte d'Ivoire a mis en place une Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance qui a pour mission de lutter contre la corruption et les infractions assimilées y compris l'enrichissement illicite. En outre, la Délégation de l'UE compte davantage s'engager sur un dialogue visant à élaborer et à rendre public un budget citoyen.

2 Risques et hypothèses

Malgré des améliorations significatives, la situation de la Côte d'Ivoire reste fragile. Le pays est engagé dans un nouveau processus d'élection présidentielle fin 2015 qui pourrait être source d'instabilité. Cette élection pourrait déboucher sur la mise en place d'un nouveau Gouvernement, et ainsi présenter un risque de rupture avec la volonté politique de continuer à porter le "foncier" au premier plan des préoccupations. Ce risque demeure toutefois très faible.

Risques	Niveau de risque (E/M/F)	Mesures d'atténuation
Qualité des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre du programme		
Mise en œuvre difficile en raison d'un nombre important de Ministères impliqués Risque pour la réalisation des actions de délimitation en raison d'une forte dépendance à la qualité des prestations du corps préfectoral, service déconcentré du Ministère de l'Intérieur	F	Mise en œuvre d'une instance de concertation et de coordination interministérielle. Appuyer le renforcement de capacité du corps préfectoral via l'appui complémentaire prévu dans le State Building Contract.
Faible qualité des délimitations de territoires de villages réalisées Faible qualité de la délimitation des parcelles du fait du monopole des géomètres experts en la matière, corps en sous-effectif par rapport à la charge de travail nécessaire.	M	Lancement d'appels d'offre internationaux pour bénéficier d'une expertise additionnelle extérieure. Appui à la réforme des statuts de l'ordre des géomètres.
L'autorité de l'Etat n'est pas restaurée dans tout le pays. Limitation des prérogatives des pouvoirs locaux et des cadres responsables de la délimitation des territoires villageois.	F	Dialogue mené auprès des autorités ivoiriennes pour encourager (i) la présence de l'administration centrale sur l'ensemble du territoire et (ii) le libre exercice de leur fonction par les pouvoirs locaux.
Troubles sociaux, en raison du défaut de compréhension des objectifs de la loi par les populations cibles et de la problématique de la nationalité. Persistance des droits coutumiers et non-respect des certificats fonciers, faible accès des femmes aux certificats fonciers	M	Encourager le Gouvernement à communiquer sur la mise en œuvre d'une réforme de la politique foncière et impliquer les populations. Subvention à la société civile pour i) sensibiliser et faire connaître la loi et ii) contrôler la mise en œuvre. Sensibilisation des autorités coutumières et des populations
Mauvaise gouvernance	F	Appui aux efforts d'amélioration de la

		<p>gestion des finances publiques - cycle de la dépense – soutenu par les State Building Contracts (SBC) 10^e et 11^e FED.</p> <p>Soutien aux propositions de réforme de loi sur le foncier rural visant à simplifier et rendre plus transparentes les modalités de délivrance des certificats, notamment la définition des barèmes de coûts.</p>
--	--	---

3 Enseignements tirés, complémentarité et questions transversales

3.1 Enseignements tirés

Les enseignements tirés de la mise en œuvre des projets antérieurs indiquent un engagement financier et organisationnel insuffisant du Gouvernement dans l'application de la loi foncière. L'approche projet mis en œuvre jusqu'à présent s'est avérée inappropriée, en particulier dans le cadre d'une massification de la mise en œuvre de la loi foncière. Il a ainsi été décidé de formuler un projet de soutien à l'application de la loi sur le foncier rural, au travers d'un appui budgétaire sous la forme d'un « Contrat de Réforme Sectorielle » visant à appuyer les efforts de l'Etat à renforcer ses moyens financiers, institutionnels et techniques nécessaires pour une mise en œuvre effective du chantier de sécurisation nationale, et d'accompagner les réformes en cours. L'expérience du premier SBC sera utilisée dans la gestion du présent appui. La complémentarité avec le deuxième SBC prévu en 2016 permettra des synergies, notamment sur l'appui aux autorités décentralisées.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

La coordination des Partenaires au Développement dans le domaine du foncier et de l'agriculture repose sur un système bien établi en Côte d'Ivoire. Au niveau des Chefs de coopération tout d'abord, l'échange régulier d'informations a permis d'entreprendre des démarches communes auprès des autorités pour faire passer certains messages clés. Au niveau technique également, le groupe sectoriel « Développement rural » constitué en 2010 dans le cadre de la coordination de la mise en œuvre du PNIA (PDDAA- Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine), est fonctionnel et piloté par l'Agence Française de Développement (AFD) et la FAO (Food and Agriculture Organisation). La concertation des Partenaires au Développement du secteur est forte et reconnue par les trois Ministères concernés. En 2014, la Délégation de l'UE a pris la tête d'un sous-groupe plus restreint (Banque Africaine de Développement, AFD, Banque Mondiale et FAO) pour la concertation et la coordination des réflexions et des actions dans le secteur de la sécurisation foncière. Ce groupe constitue une interface structurée pour un dialogue avec le Ministère de l'Agriculture. Avec le retour à la stabilité, les Partenaires au Développement ont relancé leur coopération, ce qui fait que les programmations dans le secteur du "Développement rural" se sont faites de manière concomitante pour ce qui est de l'AFD, la Banque mondiale et de l'UE. A trois, ces bailleurs constitueront (en 2015) plus de 75 % des financements extérieurs du secteur.

Les investissements des autres Partenaires au Développement dans le domaine foncier sont:

- AFD: 7,5 milliards de FCFA. Projet démarré en 2014.
- Banque Africaine de Développement : 3,8 milliards de FCFA dont 3 milliards ont été notifiés en février 2015.

La Banque mondiale a été sollicitée pour un appui à la mise en œuvre de la loi de 1998 sur le foncier rural. Dans cette perspective, sous formes d'assistance technique la Banque mondiale a fait un travail d'analyse des procédures et des couts de sécurisation du foncier rural.

3.3 Questions transversales

La bonne gouvernance et, en particulier, la bonne gestion des finances publiques, fera l'objet d'un dialogue soutenu. Une attention particulière sera accordée à la dimension genre dans les initiatives de sécurisation foncière, et les initiatives de la société civile dans ce domaine seront renforcées.

4 Description de l'action

4.1 Objectifs/résultats

L'objectif global du présent Programme est d'appuyer le Gouvernement dans ses efforts de lutte contre la pauvreté et de promotion de la paix, par un soutien direct à la mise en œuvre de la politique foncière ivoirienne.

Les **objectifs spécifiques** sont:

1. Accroître les capacités financière et opérationnelle du Gouvernement pour lui permettre de réaliser son objectif de sécurisation du foncier rural;
2. Assurer la délimitation formelle des villages, préalable à la sécurisation foncière des droits coutumiers collectifs ou individuels;
3. Améliorer la gouvernance, notamment le cadre stratégique, institutionnel et juridique du secteur foncier;
4. Renforcer la paix et la cohésion sociales en Côte d'Ivoire en prévenant les risques de tensions intercommunautaires.

Résultats attendus

Le programme viendra supporter les réformes institutionnelles, les nouvelles orientations stratégiques, méthodologiques et techniques indispensables à la sécurisation foncière massive des populations rurales.

Les résultats attendus de cette intervention sont les suivants:

1. La DFR, les directions impliquées dans le processus de délimitation et les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture disposent des ressources et capacités pour remplir leurs missions institutionnelles de gestion du foncier rural. Les organes de gestion du foncier rural sont créés, renouvelés et formés sur l'ensemble du pays;
2. Une accélération et une massification du processus de délimitation des territoires villageois, au moins 50% des 8571 villages recensés sur la liste du décret de 2010 sont complètement délimités;
3. Les procédures, modalités et textes d'application de la loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 et du décret présidentiel n° 2013-296 du 2 mai 2013 sont améliorées;
4. Les conflits liés à la délimitation des territoires sont réduits et la cohésion sociale améliorée.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

Les principales activités comprendront:

- le transfert des tranches fixes et variables annuelles si les conditions de décaissement sont remplies et sur la base du respect ou non des cibles attribuées aux différents indicateurs;

- une évaluation annuelle des conditions de décaissement incluant l'évaluation des quatre conditions générales et l'évaluation des indicateurs attachés à la tranche variable du programme;
- un dialogue continu et approfondi avec le Gouvernement notamment sur l'état d'avancement des réformes visant à lever les contraintes stratégiques, juridiques, institutionnelles et opérationnelles à la mise en œuvre de loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 et du décret présidentiel n° 2013-296 du 2 mai 2013;
- un dialogue régulier sur la gestion des finances publiques et l'exécution de la Revue des Dépenses Publiques dans le Secteur Agricole;
- un dialogue continu entre la Délégation de l'UE et les autres partenaires afin de renforcer l'efficacité de l'aide et la coordination des partenaires au développement dans le domaine agricole et du foncier rural;
- un dialogue régulier (normalement trimestriel) sur la mise en œuvre du PNIA et la participation de la Délégation de l'UE aux revues annuelles du PNIA.

Ce Contrat de Réforme Sectoriel a été conçu pour être complémentaire aux autres programmes de l'UE mis en œuvre actuellement ou prévues en Côte d'Ivoire, notamment le Programme de Partenariat Public- Privé/Foncier Rural et le futur Contrat relatif à la construction de l'appareil de l'État. L'introduction d'une subvention totale ou partielle de la délimitation des parcelles pour les plus démunis ou tout autre mesure allant dans le sens d'accélérer l'émission de certificats fonciers, faciliterait la définition de l'indicateur 4 du présent programme et la négociation d'un avenant potentiel à ce CRS en 2017 pour prendre en compte la délimitation des parcelles comme résultat additionnel de l'appui de l'UE à la politique foncière.

4.2.2 Appuis complémentaires

A/ Amélioration de la gouvernance foncière: renforcement du rôle de la société civile en vue d'une implication renforcée aux débats, réflexions sur le foncier rural en Côte d'Ivoire (appel à propositions). Les principales activités pourraient être : soutien à la structuration d'une plateforme de la société civile sur le foncier; soutien aux activités visant un accès égalitaire à la terre, notamment pour les femmes; soutien à des travaux d'analyse et réflexion sur la mise en œuvre du programme national de sécurisation foncière rurale.

B/ Appui institutionnel: renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture en matière de planification et de gestion des finances publiques mais également de passation des marchés publics et de coordination des activités de terrains. Cet appui institutionnel, sous forme d'une assistance technique, appuiera le Ministère de l'Agriculture dans le cadre de la réforme budgétaire, dont le démarrage effectif est prévu en 2017 et qui prévoit le passage d'une gestion axée sur les moyens à une gestion axée sur les résultats. Pour ce faire, une assistance est nécessaire et se décomposera selon deux modes: (i) une assistance technique de long terme, principalement orientée sur l'accompagnement des services de planification, d'exécution budgétaire et de contrôle et (ii) une assistance technique de court terme qui sera à même de répondre aux nombreux besoins d'expertises sur des domaines très variés que génère l'implémentation de la politique sur le foncier rural ivoirien. Enfin, cette assistance technique sera basée au Ministère de l'Agriculture, à Abidjan.

4.3 Logique d'intervention

Au niveau global, la politique foncière et son principal instrument de mise en œuvre qu'est la loi foncière doit être financée et accompagnée pour être massivement mise en œuvre et ainsi participer aux objectifs de sécurisation foncière, gage de paix sociale et de développement économique. Pour cela l'appui budgétaire proposé permettra de surmonter les blocages actuels en appuyant financièrement les efforts du Gouvernement et en vérifiant (à travers des

indicateurs) que les moyens nécessaires prévus pour la mise en œuvre effective de la loi foncière sont mis en place.

Au niveau de la mise en œuvre de l'appui de l'UE, le transfert de ressources financières, le dialogue régulier et approfondi sur la réforme sectorielle, le renforcement des capacités, un appui à la société civile et une coordination renforcée des partenaires techniques et financiers contribueront à améliorer le cadre institutionnel et les moyens opérationnels nécessaires pour relever le défi de l'aménagement du territoire et de la sécurisation foncière. La gouvernance du secteur devrait également s'en trouver améliorée.

5 Mise en œuvre

5.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire, tel que prévu à l'article 17 de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, au cours de laquelle les activités décrites à la section 4.2 seront menées et les contrats et accords correspondants seront mis en œuvre, est de **60 mois** à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision et les contrats et accords concernés; les modifications apportées à la présente décision constituent des modifications non substantielles au sens de l'article 9, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 322/2015.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Le montant alloué est de 36 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.

Le montant de 36 000 000 EUR pour l'appui budgétaire repose sur: (i) l'analyse fine des moyens (équipements et ressources humaines) nécessaires à la DFR et des Directions déconcentrées; (ii) la nécessité des appuis (formations et financement) aux organes locaux de gestion (sous-préfecturaux et villageois) (iii) l'évaluation des opérations techniques externalisées (sensibilisation, ouverture des layons, levés topographiques et plans).

Le montant de 5 000 000 EUR au titre de l'appui institutionnel repose sur la nécessité d'un appui institutionnel fort sous forme d'une assistance technique dans le cadre de la mise en place des départements dédiés à la préparation des marchés de services et fournitures et aux suivis des opérations sur le terrain. En particulier, 1 000 000 EUR sera alloué pour l'accompagnement et la structuration des organisations de la société civile intéressées à prendre part aux réflexions/orientations sur le foncier rural est en ligne avec la capacité d'absorption de la société civile active dans le domaine du foncier rural.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

a) Les conditions générales de décaissement de toutes les tranches sont les suivantes:

- i. Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du PNIA, maintien de la crédibilité et de la pertinence de cette politique. Une attention particulière sera accordée aux progrès concernant la mise en œuvre du Programme National du Foncier Rural.
- ii. Mise en œuvre d'une politique macroéconomique crédible axée sur la stabilité.
- iii. Progrès satisfaisants dans la mise en œuvre du Schéma Directeur de la Réforme des Finances Publiques.
- iv. Progrès satisfaisants concernant la mise à la disposition du public, en temps utile, d'informations budgétaires fiables, exactes et exhaustives

b) Les conditions particulières de décaissement susceptibles d'être appliquées aux tranches variables sont les suivantes:

au-delà du respect nécessaire des quatre conditions générales, le montant de la tranche variable effectivement décaissé sera fonction de la performance atteinte en référence à une série d'indicateurs de performance et de mesures convenus bilatéralement (Délégation de l'UE-Gouvernement).

Les indicateurs portent sur les éléments suivants:

- i. La DFR et les services déconcentrés staffés en Commissaires Enquêteurs sont équipés et fonctionnels
- ii. Nombre de Villages délimités
- iii. Nombre de Comités créés, renouvelés et formés

L'obtention de certificats fonciers, notamment délivrés aux femmes, fait l'objet d'un quatrième indicateur. La délimitation des territoires étant un préalable, il est proposé que la définition précise de l'indicateur 4 ne soit réalisée qu'en 2017, après le succès des premières étapes.

Les cibles et indicateurs de performance retenus pour les décaissements seront applicables pendant toute la durée du programme. Cependant, dans des circonstances dûment justifiées, une demande modification des cibles et indicateurs pourra être présentée par l'Ordonnateur national à la Commission.

En cas de dégradation sensible des valeurs fondamentales, les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être officiellement suspendus, temporairement suspendus, réduits ou annulés, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

L'appui budgétaire est fourni sous forme d'un appui budgétaire direct non ciblé au Trésor Public. L'opération de crédit des virements en euros décaissés en Francs CFA sera exécutée au taux de change applicables, conformément aux dispositions pertinentes de la convention de financement. L'appui budgétaire est composé de tranches fixes et variables dont la répartition proposée est la suivante :

Répartition des tranches	2016	2017	2018	2019	2020	Totaux (EUR)
Tranches fixes	5 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000	0	11 000 000
Tranches variables	0	4 000 000	7 000 000	8 000 000	6 000 000	25 000 000
Totaux	5 000 000	7 000 000	9 000 000	9 000 000	6 000 000	36 000 000

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'appui complémentaire, il est prévu de lancer avec clause suspensive un appel d'offres ouvert pour l'appui institutionnel sous forme d'une **assistance technique**.

Un **appel à propositions** permettra des contrats de subvention à l'attention de la société civile pour un suivi de la sécurisation du foncier rural.

5.4.1 Subventions: appel à propositions "Amélioration de la gouvernance foncière : renforcement du rôle de la société civile en vue d'une implication renforcée aux débats, réflexions sur la sécurisation des droits fonciers ruraux en Côte d'Ivoire" (**gestion directe**) – **résultat 4/ Les conflits liés à la délimitation des territoires sont réduits et la cohésion sociale améliorée:**

(a) Objectifs des subventions, domaines d'intervention, priorités pour l'année et résultats escomptés :

Soutien à la structuration de la société civile active dans le domaine du foncier rural en Côte d'Ivoire, aux activités visant un accès égalitaire à la terre et aux travaux d'analyse et réflexion sur la mise en œuvre du programme national de sécurisation foncière rurale.

Des initiatives intéressantes de la société civile émergent en ce moment en Côte d'Ivoire visant la mise en place d'une plateforme/forum de la société civile en vue d'une implication aux débats et aux réflexions sur le foncier. Il s'agit d'une première étape d'une initiative prometteuse susceptible de structurer la position des organisations de la société civile.

La loi foncière permet l'accès à la propriété privée sans distinction de genre et d'âge, toutefois les droits coutumiers ne reconnaissent pas toujours le droit à la terre des femmes. Il est important d'une part de mener une action d'information et de sensibilisation des organes de gestion foncière de base, et d'autre part de soutenir des organisations de promotion à un accès égalitaire au foncier rural.

(b) Conditions d'éligibilité

Critères d'éligibilité essentiels pour les demandeurs: Organisations non-gouvernementales basées en Côte d'Ivoire avec une expérience dans le domaine de la prévention et gestion des conflits et/ou dans la problématique foncière.

Sous réserve des informations qui seront publiées dans l'appel à propositions, le montant indicatif de la contribution de l'UE par subvention est d'au moins 300 000 EUR et les subventions peuvent être octroyées à des bénéficiaires individuels et groupements de bénéficiaires. La période indicative de mise en œuvre est de 30 mois.

(c) Critères de sélection et d'attribution essentiels

Les critères de sélection essentiels portent sur la capacité financière et opérationnelle du demandeur.

Les critères d'attribution essentiels concernent la pertinence de l'action proposée au regard des objectifs de l'appel; la conception, l'efficacité, la faisabilité, la viabilité et le rapport coût/efficacité de l'action.

(d) Taux maximal de cofinancement

Le taux maximal de cofinancement possible pour les subventions au titre du présent appel est de **95%**.

Conformément à l'article 192 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 37 du règlement 323/2015, lorsqu'un financement intégral est indispensable à la réalisation de l'action, le taux maximal de cofinancement possible peut atteindre 100 %. Le

caractère indispensable du financement intégral doit être justifié par l'ordonnateur compétent de la Commission dans la décision d'attribution, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de bonne gestion financière.

(e) Période indicative pour le lancement de l'appel

Dernier trimestre 2016.

5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Une partie de la présente action ayant pour objectif de réaliser d'une part un appui institutionnel sous forme d'une **assistance technique** et d'autre part des prestations de **communication et de visibilité**, peuvent être mises en œuvre en gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire conformément à l'article 58, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu l'article 17 du règlement (UE) n°323/2015 conformément aux modalités suivantes.

Le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions. La Commission procède à un contrôle ex ante de toutes les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions.

Les paiements sont exécutés par la Commission. Le marché d'assistance technique pourrait bénéficier d'une clause suspensive pour un lancement de la procédure avant la signature de la Convention de Financement.

Conformément à l'article 190, paragraphe 2, point b), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et l'article 262, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 36 du règlement (UE) n° 323/2015 et l'article 19 c, paragraphe 1, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE, le pays partenaire applique les règles de passation de marchés établies à la deuxième partie, titre IV, chapitre 3, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012. Ces règles, ainsi que les règles applicables aux procédures d'octroi de subventions conformément à l'article 193 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 17 du règlement (UE) n° 323/2015, seront fixées dans la convention de financement conclue avec le pays partenaire.

5.4.3 Passation de marchés (gestion directe)

S.O.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable. L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique conformément à l'article 22, paragraphe 1, point b), de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-UE en cas d'urgence ou d'indisponibilité de produits et services sur les marchés des pays concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés si l'application des règles d'éligibilité risque de rendre la réalisation de la présente action impossible ou excessivement difficile.

5.6 Budget indicatif

Le montant alloué est de 36 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et de 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.

Ce montant de l'appui complémentaire se répartit en 3 500 000 EUR au titre de l'appui institutionnel sous forme d'assistance technique et 1 000 000 EUR sous forme d'appel à

propositions. En outre, un montant de 500 000 EUR est prévu pour les évaluations, audit et actions de communication.

	Contribution de l'UE (EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée (EUR)	TOTAL (EUR)
5.3 Appui budgétaire - Contrat de réforme sectorielle	36 000 000	0	36 000 000
5.4.1. – <i>Résultat 4/ Les conflits liés à la délimitation des territoires sont réduits et la cohésion sociale améliorée</i> - Appel à propositions (gestion directe)	1 000 000	52 631	1 052 631
Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire	3 600 000	0	3 600 000
5.4.2 - <i>Appui institutionnel - Assistance technique</i>	3 500 000	0	3 500 000
5.11 – <i>Communication et visibilité</i>	100 000	0	100 000
5.9 – Évaluation, 5.10 – Audit	250 000	0	250 000
Provisions pour imprévus	150 000	0	150 000
Total	41 000 000	52 631	41 052 631

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Rôles et Responsabilité

Les principales parties prenantes à la mise en œuvre du présent programme sont:

- Ordonnateur National, Ministre de l'Economie et des Finances;
- La Cellule de coordination de la coopération Cote d'Ivoire-UE;
- Les directions générales ou techniques des Ministères de l'Economie et des Finances et du Budget selon leurs compétences en matière de gestion ou de contrôle des finances publiques;
- Le Ministère de l'Agriculture, en particulier la Direction Générale de la Planification, du Contrôle des Projets et Statistiques en charge du suivi des stratégies et du PNIA, la DFR en charge du Programme du Foncier Rural, les directions transversales, en particulier la Direction des Affaires Financières et du Patrimoine Agricole et la Direction chargée des directions régionales;
- L'Assistance Technique.

Un comité de pilotage reprenant les principales parties prenantes, et la Délégation de l'UE, sera organisé périodiquement pour assurer le suivi et la direction du programme. La composition précise et les modalités seront précisées en début de programme. La Cellule de

coordination de la coopération Côte d'Ivoire-UE, située au sein du Ministère de l'Economie et des Finances ainsi que le Ministère de l'Agriculture seront les principaux interlocuteurs de la Délégation de l'UE dans le suivi des indicateurs, la préparation des décaissements et le suivi de leur exécution. L'assistance technique sera en charge du secrétariat de ce Comité de Pilotage et s'attachera tout particulièrement à ce que l'ensemble de la documentation soit disponible et diffusée en amont comme en aval des sessions de Comité de Pilotage.

Le cadre de coordination des partenaires au développement et en particulier le sous-groupe du foncier rural présidé par la Délégation de l'UE pourront également jouer un rôle en tant qu'interlocuteurs privilégiés entre les autorités et les partenaires au développement.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire de mise en œuvre. À cette fin, le partenaire de mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (réalisations et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste d'indicateurs de résultat (pour l'appui budgétaire). Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles). Le cadre d'évaluation de la performance est prévu de s'adosser au système de suivi-évaluation du PNIA. Le bilan de la mise en œuvre du PNIA se fait dans le cadre d'organes de concertation, notamment le groupe sectoriel « Développement rural » des Partenaires au Développement.

5.9 Évaluation

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé fin 2017 à une évaluation à mi-parcours de la présente action ou ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants.

Elle sera réalisée à des fins d'apprentissage, en particulier par rapport à la définition de l'indicateur 4 et à l'intention d'un éventuel avenant apportant un complément de ressources financières. La Commission peut, au cours de la mise en œuvre, décider de procéder à une évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de son propre chef soit à l'initiative du partenaire, notamment pour vérifier le cas échéant que les indicateurs de la tranche variable sont remplis. La Commission informera le partenaire de mise en œuvre au moins un mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire de mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts en charge de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et activités du projet. Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire de mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet. A titre indicatif, il sera conclu 2 marchés de services d'évaluation dans le cadre du présent programme.

5.10 Audit

Aucun audit financier n'est prévu dans le cadre de la composante appui budgétaire. En ce qui concerne les appuis complémentaires: sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

A titre indicatif, il sera conclu un contrat d'audit au cours du second semestre 2019.

5.11 Communication et visibilité

La communication et la visibilité de l'UE constituent des obligations légales pour toutes les actions extérieures financées par l'UE.

Pour la présente action, il y a lieu de prévoir des mesures de communication et de visibilité qui seront établies, au début de la mise en œuvre, sur la base d'un plan d'action spécifique dans ce domaine et financées sur le budget indiqué à la section 5.6 ci-dessus.

En ce qui concerne les obligations légales en matière de communication et de visibilité, les mesures seront mises en œuvre par la Commission, le pays partenaire, les contractants, les bénéficiaires de subvention et/ou les entités en charge. Des obligations contractuelles adaptées seront respectivement prévues dans la convention de financement, les marchés, les contrats de subvention et les conventions de délégation.

Le plan de communication et de visibilité de l'action ainsi que les obligations contractuelles adaptées seront établis sur la base du manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'UE.

A titre indicatif, il sera conclu 1 marché de services au cours du deuxième trimestre 2017.

APPENDIX – LISTE INDICATIVE DES INDICATEURS DE RESULTAT

Les moyens, les produits directs et induits escomptés et l'ensemble des indicateurs avec leurs cibles et leurs valeurs de référence qui figurent dans la liste des indicateurs de résultat sont fournis à titre indicatif et peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action sans modification de la décision de financement. Le tableau où figure la liste indicative des indicateurs de résultat évoluera au cours de la durée de vie de l'action: des colonnes supplémentaires seront insérées pour les objectifs intermédiaires (étapes), s'il y a lieu, et pour rendre compte des résultats obtenus, mesurés par rapport aux indicateurs.

	Logique d'intervention	Indicateurs	Valeurs de référence (y compris année de référence)	Cibles (y compris année de référence)	Sources et moyens de vérification
Objectif général: impact	Appuyer le Gouvernement dans ses efforts de lutte contre la pauvreté et de promotion de la paix, par un soutien direct à la mise en œuvre de la politique foncière ivoirienne.	<ul style="list-style-type: none">- Taux de croissance du PIB- coefficient de Gini- indice de développement humain.	<ul style="list-style-type: none">- 9% en 2014- 43.18 en 2008- 0.452 en 2013		Rapports de la Banque mondiale ; UNDP et FMI.

Objectif(s) spécifique(s): effet(s) direct(s)	1. Améliorer le fonctionnement et l'efficacité des services déconcentrés - Directions Régionales de l'Agriculture (DRA) et Directions Départementales de l'Agriculture (DDA) - et de la Direction du Foncier Rural (DFR)	Nombre de services déconcentrés staffés en Agents Fonciers et Commissaires Enquêteurs assermentés équipés et fonctionnels selon la note descriptive définie par le Ministère.	Aucune DFR /DRA / DDA ne sont complètement staffées, équipées et fonctionnelles. soit 0 unités.	Juin 2017 54 unités ¹ Juin 2018 82 unités	Rapport DFR et inventaire Direction des Affaires Financières et du Patrimoine (DAFP) et Système d'Information du Foncier rural SIF (échantillonnage) Arrêtés du Ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.
	2. Assurer la délimitation formelle des villages, préalable à la sécurisation foncière des droits coutumiers collectifs ou individuels;	Nombre de territoires villageois délimités.	109 villages soit 218 unités.	juin 2018 3 700 unités ² , juin 2019 8 600 unités / 17 142 unités potentielles	Extraits/états du SIF permettant de dénombrer les territoires de villages complètement délimités et les villages dont un seul tronçon est en conflit.
	3. Améliorer la gouvernance, notamment le cadre stratégique, institutionnel et juridique du secteur foncier;	Un document de Politique Foncière est élaboré par le gouvernement de manière inclusive et transmis pour adoption.	Pas de Politique Foncière	Fin 2016 Un document de Politique Foncière officiel est disponible.	Document de Politique Foncière
	4. Renforcer la paix et la cohésion sociales en Côte d'Ivoire en prévenant les risques de tensions intercommunautaires.	Nombre de parcelles villageoises délimitées et disposant d'un certificat foncier.	978 certificats fonciers	3 500 certificats fonciers	Certificats Fonciers - Rapport extrait du Système d'Information du Foncier rural SIF

¹ La DFR est staffée équipée et fonctionnelle = 5 unités, DRA staffée en Agent Foncier (AF) et Commissaire Enquêteur (CE) assermentés, équipée et fonctionnelle = 1 unité et DDA staffée en AF et CE assermentés, équipée et fonctionnelle = 1 unité

² Un village délimité avec arrêté = deux unités. Un village délimité dans le SIF = une unité. Un village avec un tronçon non délimité = 0,75 unité.

Produits induits	Amélioration des politiques en matière de gestion foncière, des dépenses dans ces secteurs et des services publics qui y sont liés grâce au dialogue sectoriel et au dialogue politique article 8.	<ul style="list-style-type: none"> - Prix moyen pour l'obtention d'un certificat foncier - Délai moyen pour l'obtention d'un certificat foncier 			Aide-Mémoire Revue Conjointe Secteur Agricole Rapport Dialogue Politique Article 8
Produits directs	Contribution des mesures du programme (issues du dialogue finances publiques et dialogue sectoriel) au renforcement de la politique foncière et à l'efficacité des dépenses publiques dans ces secteurs.	Développement de la politique foncière. Mise en œuvre de la loi 98 -750 du 23 décembre 1998	Pas de Politique Foncière	Fin 2016 Un document de Politique Foncière officiel est disponible.	Document de Politique Foncière